

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4387 - Lundi 29 janvier 2018 - Prix : 10 DA

Comité d'organisation des Jeux africains de la jeunesse

Ould Ali : le
gouvernement débloque
70 millions de dollars

Page 24

Le premier train à 160 km/heure débarque au port d'Alger

Alger-Oran en moins de trois heures

Page 3

Une opération
éclair qui tend
à tirer en
longueur

Par Mohamed Habili

Jusqu'à présent, on ignore si l'armée turque est parvenue à entrer dans Afrine, ou si elle marque encore le pas à sa périphérie, du fait d'abord de la résistance acharnée des milices kurdes, plusieurs jours après avoir franchi la frontière syrienne. Si l'on en croit ceux qui parlent en son nom, et au premier chef le président turc, les objectifs de la mal nommée opération Rameau d'Olivier (nom de code pour le moins inadapté pour une démonstration de force, l'olivier étant plutôt un symbole de paix) seraient tout près d'être atteints. Teyyip Erdogan s'est félicité de ce que plus de trois cents combattants kurdes soient déjà tombés, contre seulement une vingtaine d'opposants (à moins qu'en l'occurrence il ne faille dire mercenaires) syriens, et seulement un soldat turc. On ne sait pas trop comment ce premier bilan a été dressé. On s'étonne même qu'il ait pu l'être alors que les bombardements tonnent toujours sur Afrine depuis la frontière, ce qui ne serait pas le cas si les combats se déroulaient en son cœur. Erdogan aurait-il comme lors de l'opération Bouclier de l'Euphrate vendu la peau de l'ours avant de l'avoir tué ? Au rythme où il va, il ne serait pas étonnant qu'il annonce que Minbaj est sur le point d'être prise à son tour, alors même que cette deuxième bataille n'a pas encore commencé.

Suite en page 3

Réforme et modernisation du secteur

Louh décline les acquis de la Justice



" Toutes les recommandations de la commission nationale de la réforme du secteur de la justice de 1999 ont été réalisées, notamment les volets concernant la modernisation du secteur de la Justice et l'indépendance du pouvoir judiciaire ". C'est là une déclaration faite hier par Tayeb Louh, ministre de la Justice, Garde des sceaux, dans son allocution lors de sa rencontre avec la société civile de la wilaya de Laghouat. Lire page 2

Ouyahia pour une adhésion plus large de l'ensemble des Etats membres

Les propositions de l'Algérie
pour réformer l'UA

Page 3

Lancement prévu pour début février

Le premier album du groupe
«Lemma» bientôt dans les bacs

Page 13

Réforme et modernisation du secteur

Louh décline les acquis de la Justice

■ " Toutes les recommandations de la commission nationale de la réforme du secteur de la justice de 1999 ont été réalisées, notamment les volets concernant la modernisation du secteur de la Justice et l'indépendance du pouvoir judiciaire ". C'est là une déclaration faite hier par Tayeb Louh, ministre de la Justice, Garde des sceaux, dans son allocution lors de sa rencontre avec la société civile de la wilaya de Laghouat.

Par Par Lynda Naili

A l'issue de sa visite de travail dans la wilaya de Laghouat, où il a notamment procédé à l'inauguration officielle du siège du tribunal de Laghouat, le ministre de la Justice a rencontré la société civile locale au siège de la wilaya. A cette occasion, le ministre a affirmé que : " L'Histoire retiendra que les engagements pris le Président de la République dont celle de la réforme du secteur de la Justice ont été réalisés ". Enumérant les grands axes ayant constitué la réforme de son secteur, le ministre, outre la modernisation qui a constitué son cheval de bataille, citera notamment, la refonte de bon nombre de textes de loi et réglementaires, la réforme pénitentiaire et la réinsertion sociale des détenus avec entre autres, l'introduction du bracelet électronique, de la dualité judiciaire, la finalisation de la cartographie judiciaire. Sur ce dernier point il dira que " nous avons achevé le programme du Président de la République, dédié au secteur dans la mesure où désormais les 48 wilayas du pays disposent d'une cour de justice. A cela s'ajoute la finalisation du programme dédié aux tribunaux administratifs avec la réalisation de 42 tribunaux administratifs à travers le territoire national, dans l'attente de six autres pour clore entièrement ce programme. De plus, il fera part de la finalisation des quatre juridictions d'appel régionales d'ici 2019. D'autre part, le ministre a abordé le volet consacré à la ressource humaine, " un volet auquel a-t-il souligné le chef de



Photo: Soraya J. A.

et frais de justice non recouverts "

Par ailleurs, lors de l'inauguration du tribunal de Laghouat, Tayeb Louh a fait part de " plus 7 000 milliards DA représentant des amendes, pénalités et frais de justice qui n'ont pas été recouverts depuis des années au niveau des cours et tribunaux du pays. Des sommes colossales dont le trésor public a été privé rien que pour le secteur de la justice ". Aussi, a-t-il instruit les agents comptables judiciaires de procéder au recouvrement de ces créances, ainsi que les parquets pour le suivi efficace le déroulement de cette opération. Pour cela une application électronique est mise à la disposition des justiciables, définitivement jugés, de s'acquitter à distance de l'amende judiciaire, et sa mise en œuvre implique d'autres secteurs, dont celui de la Poste et des technologies de l'information et de la communication".

Louh annonce un nouveau concours pour les magistrats

Après la relance de deux concours au profit des huissiers et notaires, Louh, sans donner de date, a annoncé un concours au profit des élèves magistrats " prochainement ". Un concours qui dira-t-il intervient à la suite de la réception de la toute nouvelle Ecole de la magistrature. Ainsi, poursuivra-t-il, " les candidats reçus à ce concours seront dans les quatre années à venir, la première promotion qui coïncidera avec le processus de réforme de la justice qui aura alors atteint son paroxysme ".

L. N.

l'Etat accorde une attention particulière pour répondre aux attentes des justiciables ". A ce propos, il rappellera les mesures incitatives prises au profit des magistrats et travailleurs du secteur se trouvant dans le sud et les hauts plateaux du pays. " Les résultats du programme du président de la République dédié aux régions des Hauts plateaux et du sud sont palpables et ressentis quotidiennement par les citoyens ", soulignera-t-il. En outre, poursuivant sur cette lancée, Tayeb Louh a longuement insisté sur le recouvrement ces dernières années " de la stabilité et de la sécurité " après une

dizaine d'années de déchirement social. De ce fait, outre le rappel des différents programmes de développement, Louh a mis l'accent sur " la politique de la concorde civile et la réconciliation nationale qui ont mis fin à la tragédie nationale grâce à la sagesse et au courage du Président de la République dont la politique, les engagements à l'international ont permis de recouvrer la dignité des Algériennes et Algériens ". Et pour cause, enchaînera-t-il, " la stabilité et la sécurité restent le acquis les plus chers " pour tous. Ajoutant à ce sujet, la décision du Président Bouteflika de

constitutionaliser la langue tamazight et de l'ériger en deuxième langue nationale du pays. Une décision, enchaînera-t-il, qu'il confortera avec la consécration récément du 12 janvier, 1er jour de l'an berbère, journée, chômée et payée, ce qui dira Louh " renforcera la cohésion nationale et les liens générationnels de la société ". A ce stade, dira-t-il, " aujourd'hui, nous devons veiller et œuvrer pour une justice citoyenne, moderne et de proximité à la hauteur des attentes des justiciables ".

" Plus de 7000 milliards DA d'amendes

Produits à l'importation

Benmeradi annonce la levée de suspension dans «deux ou trois ans»

Après la décision de suspendre l'importation de plus de 800 produits, voilà que le ministre du Commerce annonce que la suspension des produits à l'importation sera levée dans deux ou trois ans pour être remplacée par un dispositif d'encadrement du commerce extérieur, basé essentiellement sur les tarifs douaniers.

«Le dispositif de suspension de 851 produits à l'importation a un caractère temporaire (...), probablement pour deux ans, trois ans peut-être, mais nous reviendrons à la levée de ces mesures», indique Benmeradi sur les ondes de la Radio nationale. Il a également avancé que les marchandises concernées par la suspension à l'importation feraient l'objet d'un suivi permanent durant la période de la suspension. A ce propos, il a expliqué que la suspension des importations vise fondamentalement à redresser la balance commerciale qui demeure déficitaire et à promouvoir la production nationale : «J'ai entendu dire par-ci, par-là, que nous voulions priver les Algériens de consommer

ce qu'ils veulent. Non, ce n'est pas du tout ça l'objectif (...) Il faut arriver à tout prix à assurer progressivement une intégration de tout ce qui se produit localement pour faire de la substitution à l'importation».

A fin 2017, et sur 3 années consécutives, c'est la première fois de son histoire que l'Algérie enregistre un déficit de sa balance commerciale, constate le ministre du Commerce. Pour lui, il s'agit d'un «choc» à provoquer dans l'économie nationale où l'ensemble des filières hors hydrocarbures présentent une balance commerciale déficitaire. Il souligne que les investissements consentis en Algérie depuis des années tournent seulement entre 20% et 25% de leurs capacités du fait que les entreprises, qui interviennent en aval, ne recourent souvent pas aux produits (fabriqués localement). Par contre, les importations représentent 80% du chiffre d'affaires de l'industrie nationale, selon M. Benmeradi qui a mis en exergue la nécessité de faire des ajustements économiques visant à mieux intégrer l'économie domestique. Dans ce

sens, a-t-il préconisé, le taux d'intégration national dans la filière du montage automobile en CKD/SKD doit monter en cadence pour freiner le niveau très élevé d'importation dans cette filière, qui a atteint 1,7 milliard de dollars en 2017 et pourrait augmenter à 2 ou 3 milliards de dollars dans les prochaines années. Mais après la levée de la suspension à l'importation, le gouvernement envisage de recourir à un encadrement du commerce extérieur basé principalement sur l'instrument tarifaire qui est «une pratique plus transparente que les suspensions qui sont de nature administrative», estime-t-il.

Vers un système de subvention ciblée

Concernant les subventions, le ministre a reconnu que l'Etat subventionnait indirectement les importations à travers un taux de change du dinar «surcoté» sur la place officielle. «Les importateurs passent actuellement par un système bancaire avec un taux de change qui

ne reflète pas toujours sa véritable valeur. La véritable valeur du dinar est probablement plus proche de celle du marché parallèle. L'Etat est donc en train de subventionner indirectement l'importation», a-t-il déploré. Toutefois, il estime que le recours au financement des importations par les moyens propres en devises de l'importateur est une solution «dangereuse» puisqu'elle encourage davantage le marché parallèle. «Il faut d'abord contre-carrer le marché parallèle de change en travaillant sur la parité du dinar de manière à ce que le taux officiel et celui du parallèle se rapprochent», suggère-t-il. En outre, le ministre a réaffirmé qu'une évaluation du système de subvention était en cours au niveau du gouvernement : «Nous sommes en train de travailler pour voir concrètement comment basculer d'un système de subvention généralisé vers un système ciblé qui nous permettra de mettre fin à cette incohérence qui contribue aux dérèglements observés dans le commerce extérieur».

Louiza Ait Ramdane

Ouyahia pour une adhésion plus large de l'ensemble des Etats membres

Les propositions de l'Algérie pour réformer l'UA

■ Ouyahia a souligné que l'Algérie «partage l'impératif d'une réforme institutionnelle et structurelle de l'UA», précisant que «le contenu de cette réforme devrait bénéficier de l'adhésion la plus large de l'ensemble des Etats membres».

Par Meriem Benchaouia

Les chefs d'Etat africains tiennent leur 30^e session ordinaire de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine dans la capitale éthiopienne Addis Abeba. Le Premier ministre, Ahmed Ouyahia, qui représente le président Bouteflika, a pris part hier à la session de consultations sur la question de la réforme de l'Union africaine, au cours de laquelle il a exposé la vision de l'Algérie sur la question de la réforme institutionnelle de l'UA qui figure désormais parmi les principales priorités de l'action de l'Organisation continentale. Intervenant lors de cette session, tenue à huis clos avant l'ouverture solennelle du sommet, M. Ouyahia, a souligné que l'Algérie «partage l'impératif d'une réforme institutionnelle et structurelle de l'UA», précisant que «le contenu de cette réforme devrait bénéficier de l'adhésion la plus large de l'ensemble des Etats membres». Dans le même ordre d'idées et concernant les aspects liés au financement de l'UA, le Premier ministre a indiqué que la mécanique financière de l'Organisation «devrait tenir compte d'un minimum d'équilibre entre l'ensemble des Etats membres et de leurs capacités économiques».

Enfin, M. Ouyahia a mis l'accent en outre sur «l'importance d'une gestion consensuelle du processus de réforme, à travers notamment, une approche basée sur l'appropriation par les Etats membres et l'examen exhaustif des propositions qui y sont contenues». Par ailleurs, le Premier ministre a évoqué l'état des projets d'infrastructures dont l'UA a chargé le Président



Bouteflika de faire promotion, notamment l'autoroute transsaharienne et la dorsale transsaharienne en fibre optique. Il a indiqué au sujet de l'autoroute transsaharienne que son axe central «est en voie d'achèvement», précisant que le tronçon entre Assamaka et Arlit au Niger «est en cours de travaux après que son financement ait été mobilisé grâce à un effort de l'Algérie et du Niger auprès des bailleurs de fonds extra africains». Pour ce qui est du reste de cette route entre Alger et Lagos, il a précisé qu'elle «est déjà entièrement bitumée». M. Ouyahia a indiqué, en outre, que l'Algérie «va accompagner le Mali dans ses démarches auprès des bailleurs de fonds pour le financement de la branche malienne de l'autoroute transsaharienne», affirmant que le tronçon tchadien de cette infrastructure entre N'djamena et la frontière nigérienne «est en cours de travaux graduels sur des financements mobilisés hors continent». Il a fait savoir aussi

que la branche tunisienne vers l'autoroute transsaharienne «est déjà finalisée». Abordant la dorsale transsaharienne en fibre optique d'une longueur de 4 350 km, il a indiqué que ce projet «connait des avancées substantielles», faisant remarquer qu'en Algérie, «un tronçon de 2 650 km traversant le pays du Nord au Sud a déjà été achevé». Evoquant le Niger qui sera traversé par 900 km de cette dorsale, M. Ouyahia a fait savoir que «toutes les phases techniques préparatoires ont été réalisées et un comité de gestion du projet est déjà à pied d'œuvre». «Grâce aux démarches conjointes de l'Algérie et du Niger, la Banque africaine de développement a approuvé un financement de 44 millions d'euros pour la réalisation du segment nigérien», a soutenu M. Ouyahia. S'agissant du Nigeria, le Premier ministre a indiqué que le projet «ne manquera pas d'avancer, même si un léger retard a été enregistré du fait du changement de l'instance

en charge de ce dossier», ajoutant que le Tchad et le Mali «ont également rejoint le projet de la dorsale transsaharienne en fibre optique».

L'Algérie plaide avec conviction pour la préservation du NEPAD

Sur un autre registre, M. Ouyahia a affirmé que l'Algérie «plaide avec conviction pour la préservation du NEPAD dans le cadre de la réforme de l'UA qui est en cours de discussion», soulignant, à cet effet, que l'Algérie «fait sienne les recommandations du Comité de pilotage du NEPAD qui ont souligné l'utilité de ce mécanisme pour la poursuite de l'émancipation économique de notre continent». En ce sens, M. Ouyahia a appelé à «travailler et à renforcer la coordination entre le NEPAD et la Commission de l'UA et à veiller à ce que le sommet de l'UA enrichisse et oriente davantage les propositions et les recommandations du NEPAD». «Gardons cet instrument si précieux pour notre continent dans ses plaidoiries auprès de ses partenaires extérieurs», a lancé le Premier ministre à l'assistance. Dans ce sillage M. Ouyahia a rappelé que «c'est le NEPAD qui a abrité la réflexion des chefs d'Etat autour d'une vision africaine du développement collectif, enrichie et formalisée par le sommet de l'UA». «Cette approche du développement de l'Afrique conçue et promue par les Africains a permis à notre grande famille de porter devant ses partenaires un projet pour lequel leur appui a été sollicité», a ajouté M. Ouyahia, rappelant aussi que «c'est le NEPAD, mandaté par l'UA, qui a plaidé la cause du continent au G8». **M. B.**

Le premier train à 160 km/heure débarque au port d'Alger

Alger-Oran en moins de trois heures

Il est enfin arrivé. Expédié le 17 janvier par Alstom, le premier train rapide Coradia Polyvalent pouvant rouler à 160 kilomètres par heure a été réceptionné hier par la SNTF au port d'Alger. On dit qu'il mesure 110 mètres de longueur et est composé de six voitures dotées d'une capacité totale de 254 passagers, dont 60 en première classe et qu'il pourra effectuer le trajet Alger-Oran en moins de trois heures. Tel est décrit le train rapide Coradia Polyvalent. Sur les 17 commandes chez Alstom, le premier train pouvant rouler à une vitesse de 160 km/h a été réceptionné hier par la Société nationale des transports ferroviaires au port d'Alger. Le P-DG de la SNTF, Yacine Bendjaballah, a indiqué que ce type de trains qui reliera

les premiers temps Oran-Alger, desservira également dans une prochaine étape la capitale et les villes de Constantine et d'Annaba, avec là aussi un important gain de temps. Parmi les principaux atouts de ce train rapide, on indique «flexibilité, fiabilité, confort et respect de l'environnement et rapidité surtout». Pour rappel, la SNTF a procédé à l'acquisition de 17 autorails de type Coradia. De même que des pourparlers étaient en cours avec l'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (Anesrif) pour «libérer quelques lignes pour pouvoir faire rouler nos trains à des vitesses supérieures à 120 km/h. Ce n'est qu'un début, l'objectif étant d'atteindre une vitesse de 160 km/h

dans les années à venir». Questionner si cette démarche est un début pour aller vers le TGV ? Bendjaballah estime que ce sera au moins «un verrou de cassé» pour aller dans cette voie, même si, reconnaît-il, le TGV nécessite des préalables à mettre en place (passages à niveau, sensibilisation, constructions à proximité de la voie...). C'est un projet ambitieux, mais extrêmement coûteux pour la trésorerie de la compagnie ferroviaire nationale : rien que pour les 17 nouveaux autorails, il faudra déboursier 199 millions d'euros, en vertu d'un contrat signé avec Alstom. Cela ne risque-t-il pas de mettre en danger l'équilibre financier de l'entreprise ? Bendjaballah saisit l'occasion pour rassurer et annoncer que la

SNTF est en voie d'équilibrer ses comptes et réalise même «des plus-values». «Nous avons un actif net qui est passé d'une situation négative à une situation positive à partir de 2017 et nous sommes solvables». Un redressement, reconnaît le DG, que la SNTF doit surtout au soutien de l'Etat à travers les avantages accordés par le Conseil national de l'investissement mais aussi aux prêts à taux bonifiés et à très longue échéance de remboursement. Les comptes de l'entreprise devraient être encore consolidés grâce à ces nouveaux investissements qui lui permettront de transporter 60 millions de voyageurs et 17 millions de tonnes de fret/an à partir de 2020.

Thinherine Khouchi

LA QUESTION DU JOUR

Une opération éclair qui tend à tirer en longueur

Suite de la page une

Si les officiels turcs ont tendance depuis quelques jours à danser à l'arrière plus vite que la musique qui se joue en première ligne, s'ils anticipent des victoires pas encore acquises, c'est parce qu'ils nourrissent une peur bleue de se laisser enliser en territoire syrien, à la recherche d'une victoire qui s'éloigne d'eux à mesure qu'ils font un pas vers elle. Comme toutes les puissances impliquées dans le conflit syrien sont contre leur nouvel engagement antikurde, leur crainte n'est peut-être pas infondée. Il suffit que Rameau d'Olivier se prolonge plus que de raison pour que le pire soit pour eux à redouter sérieusement. Une armée réputée comme étant l'une des plus puissantes au monde ne peut pas se permettre d'être tenue en respect par une milice, sans que la boîte de Pandore s'en trouve ouverte par là même. Un revers à Afrine ne serait pas en effet sans prix politique pour le pouvoir turc, un prix qui serait à payer à domicile. Certes, l'armée turque a attendu que les feux verts lui soient donnés par tous ceux qui ont voix au chapitre dans l'affaire syrienne. Mais qui est à l'abri d'un manquement à la parole donnée de la part de ses alliés ? La particularité de la Turquie dans l'écheveau syrien, c'est qu'elle est tout de même la seule à appartenir aux deux camps à la fois. En effet, elle est l'alliée des Américains, mais aussi l'alliée des Russes. On sait que l'Orient n'est jamais simple, mais tout de même on ne savait pas qu'il s'y trouverait pour mener un jeu aussi compliqué que celui des Turcs en ce moment. Les Kurdes eux aussi sont alliés des Américains, sans être des ennemis déclarés des Russes pour autant, à supposer qu'ils ne soient pas amis avec eux. Leur jeu pourrait bien n'avoir rien à envier à celui des Turcs en fait de dualité ou de complexité. A tout prendre, ils ont moins d'ennemis dans la partie serrée qui se joue que les Turcs, qui depuis l'étrange coup d'Etat manqué de 2015 se sont arrangés pour se fâcher aussi bien avec les Américains qu'avec les Européens. Or, les voilà maintenant qui exigent des Américains qu'ils retirent leurs soldats stationnés à Minbij, s'ils ne veulent pas de confrontation. Bien qu'elle soit grande quand il s'agit de la Turquie, dont l'une des bases héberge l'arsenal nucléaire de l'Otan, la patience des Américains a pourtant des limites. On ne leur pose pas comme ça un ultimatum sans qu'ils aient furieusement envie de contrecarrer vos projets.

M. H.

Il a milité pour la défense des «constantes de la République»

21^e anniversaire de l'assassinat de Abdelhak Benhamouda

■ Secrétaire général de l'UGTA de 1990 à 1997, Benhamouda est né le 12 décembre 1946 dans une famille modeste à Constantine. Après ses études, il exerça le métier d'enseignant pour devenir directeur d'école.

Par Salem K.

Le défunt Abdelhak Benhamouda a milité pour la défense des «constantes de la République», a affirmé, dimanche à Alger, le secrétaire général de l'Union générale des travailleurs algériens (Ugta), Abdelmadjid Sidi-Saïd. «Nous nous inclinons aujourd'hui à la mémoire du martyr Abdelhak Benhamouda qui avait un sens profond et fort du militantisme pour la défense des constantes de la République», a souligné M. Sidi-Saïd, lors de la cérémonie de commémoration du 21^e anniversaire de l'assassinat de Abdelhak Benhamouda, qui avait dirigé la Centrale syndicale de 1990 à 1997. Ont également pris part à cette cérémonie notamment, le ministre de la Communication, Djamel Kaouane, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Mourad Zemali, ainsi que le secrétaire général du Front de libération nationale (FLN), Djamel Ould Abbès. Le militantisme du défunt «est une preuve que les militants de la Centrale syndicale défendent en premier lieu l'unité nationale qui est essentielle à tout développement économique du pays», a déclaré le SG de l'UGTA. Il a tenu, à l'occasion, à rendre hommage à «tous les martyrs de la



PHOTO: R.

révolution algérienne, du devoir national et tous ceux qui ont milité pour que l'Algérie soit forte par ses établissements scolaires culturelles et identitaires», appelant à la préservation de la «souveraineté» du pays. «Notre combat consiste à défendre l'Algérie et

ses acquis ainsi que les intérêts des travailleurs», a-t-il poursuivi, affirmant l'existence d'une «grande volonté» des syndicalistes dans ce sens, lesquels sont liés par une «grande cohésion» avec le président de la République. Une cohésion, a-t-il argumenté,

qui est traduite par une «stabilité sociale et la paix dans le pays qui sont les clés de la souveraineté nationale». De son côté, le secrétaire de wilaya d'Alger de l'UGTA, Amar Takdjout, a rappelé le long parcours militant du défunt Benhamouda, qui avait une «vision de l'Algérie et de la préservation de son unité ainsi que de l'action syndicale». A ses yeux, cette commémoration interpelle l'ensemble des Algériens sur «la nécessité de préserver les acquis réalisés depuis l'indépendance du pays», considérant que «le militantisme syndical ne saurait être complet sans la défense de l'intégrité et de l'unité nationales ainsi que les institutions de la République».

La solution des conflits sociaux passe par le «dialogue»

Interrogé par la presse en marge de cette commémoration sur les mouvements de contestation qui secouent plusieurs secteurs, M. Sidi-Saïd a soutenu que «toute solution des conflits passe par le dialogue».

Par ailleurs et s'agissant du Partenariat public-privé (PPP), il a qualifié celui-ci de «nouvelle culture» entre le gouvernement, le syndicat et le patronat, précisant que ce partenariat est «tout à l'honneur» du Président

Bouteflika. «Ce partenariat est susceptible de donner un nouvel essor à l'économie nationale, car ce qui intéresse les pouvoirs publics et toutes les franges de la société, c'est la création d'emplois pour les jeunes et la préservation du pouvoir d'achat des citoyens», a-t-il conclu. Secrétaire général de l'UGTA de 1990 à 1997, Benhamouda est né le 12 décembre 1946 dans une famille modeste à Constantine. Après ses études, il exerça le métier d'enseignant pour devenir directeur d'école. «Ce militant de la République» s'engagea, très vite, dans l'action syndicale, particulièrement au sein de la Fédération de l'éducation où il montra des talents de leader par ses grandes capacités de dialogue et de négociations. Ce parcours le conduisit à la tête de l'UGTA à un moment où le pays connaissait de grandes difficultés politiques et économiques.

Il a défendu «avec acharnement» les fondements de la République et participé «activement» à la création du Comité national pour la sauvegarde de l'Algérie (CNSA) en 1992. Assassiné à sa sortie du siège de la Centrale syndicale le 28 janvier 1997, Benhamouda a rejoint les milliers de martyrs du devoir et de la démocratie.

S. K./APS

Filière du recyclage à Constantine

Le rechapage, ou la résurrection des pneus usagés

Chaque année, des millions de pneus de véhicules sont remplacés ou arrivent en fin de vie, contraignant les environnementalistes et autres experts à s'ingénier pour «circonscrire» leur nocivité, les recycler et leur donner une seconde «vie». Non biodégradables et nocifs pour l'environnement, les pneus usagers constituent de par la nature de leurs composants chimiques, une source de pollution des sols, mais aussi atmosphérique. Ils peuvent néanmoins faire l'objet de récupération pour être valorisés de différentes manières, entre autres, dans la fabrication de sols sportifs (pistes d'athlétisme et gazon synthétique), dans les secteurs agricole, des travaux publics et de l'industrie, mais aussi dans le jardinage comme support pour des plantes ornementales, telles la misère et le pothos. C'est le pari que s'est fixée l'Association de protection de la nature et de l'environnement (APNE) de Constantine, en décidant d'initier, cette année, les élèves des établissements scolaires à la «culture des plantes dans des objets en plastique, comme les bouteilles d'eau minérale et dans des pneus usagés pour en faire des décorations», confiée à l'APS

son président, Abdelmadjid Sebih. Cette action s'inscrit, précise-t-il, dans le cadre des «clubs verts» créés par l'APNE au sein des établissements scolaires depuis plusieurs années, en collaboration avec la direction de l'éducation, en vue de propager l'éducation environnementale en milieu scolaire et inculquer aux élèves le respect de la nature et de l'environnement. Ainsi après l'apprentissage de la mise en terre des plantes et des arbustes, l'APNE envisage, selon son président, de former ces apprenants au bouturage et à la production, en sus de les «former et les sensibiliser à la culture de la récupération des déchets plastiques et des pneus». «Nous allons prendre des pneus usagés et des bouteilles en plastique, demander aux enfants de la peindre et leur apprendre à planter dedans des plantes ornementales pour mettre en exergue l'importance de la récupération des déchets plastiques et des pneus et la nécessité de ne pas les jeter», précise M. Sebih, soulignant que «tout a un rôle».

Créer un effet d'émulation

En initiant les élèves sur ce

sujet, le président de l'APNE espère créer un «effet d'émulation», une sorte de «chaîne» qui se répercuterait par une prise de conscience des parents, ajoutant que cette action de sensibilisation à la récupération des déchets plastiques puisse concourir à l'émergence de «la culture du tri qui fait encore défaut dans la société».

Se rappelant qu'au lancement de l'APNE en 2000, il a tout d'abord fallu «amener les citoyens à saisir l'importance de planter des arbres et à prendre soin de leur cadre de vie», M. Sebih soutient que la plantation d'arbres «change» les mentalités.

Si le président de l'APNE mesure le chemin parcouru en la matière, il déplore néanmoins la méconnaissance pour l'instant des citoyens de la «valeur» du plastique et le «manque d'organisation observé dans l'activité du tri sélectif des déchets en dépit des actions accomplies». Du côté de l'établissement public de gestion des centres d'enfouissement techniques et traitement des déchets de la wilaya de Constantine (EPIC-EPWG-CET), des efforts sont consentis, à ce sujet, concernant la récupération des pneus usagés qui s'accumu-

lent dans différents quartiers et décharges sauvages de la ville, a-t-on appris auprès de responsables de cet établissement.

Faisant suite à des instructions du wali de Constantine, cette opération a été lancée au cours du second semestre 2017 permettant, a-t-on indiqué, de «récupérer 1500 pneus usagés ramassés dans les décharges sauvages, les oueds et même chez les vulcanisateurs».

Des déchets à revaloriser

Cette quantité de pneus usagés est actuellement stockée au niveau de la décharge des déchets inertes située à Ali-Mendjeli en attendant de lancer «une consultation» en direction des repreneurs activant dans ce domaine qui les transformeront en matière première en les broyant.

Une fois broyés, ils peuvent être valorisés de plusieurs manières, notamment dans la constitution de remblais routiers ou de constructions, comme support de voie ferrée, dans la composition du gazon synthétique pour les terrains de jeu, ou comme matières premières pour les cimenteries et les aci-

ries, a-t-on noté. Par ailleurs, l'établissement public de gestion des centres d'enfouissement techniques et traitement des déchets de la wilaya de Constantine collecte chaque année 370 kg de déchets plastiques, a-t-on relevé à la direction du CET.

Ces déchets sont notamment pris en charge, depuis 2017, au sein du centre d'enfouissement technique de Bouherb, dans la commune de Benbadis (wilaya de Constantine) par un soumissionnaire agréé par l'Agence nationale des déchets (AND). Selon cette même source, ce récupérateur traite les déchets en plastique sur place à l'aide d'une machine qui procède à leur compression dans la perspective de les revaloriser et d'en faire de la matière première destinée au recyclage.

A cet effet, d'aucuns estiment que la récupération et le recyclage permettent de réduire la présence des déchets plastiques et des pneus dans la nature et de contribuer au développement d'une économie verte ayant des effets directs sur la croissance économique et la création d'emplois.

Lydia Rahmani/APS

Réalisation des projets touristiques

Mermouri appelle à intégrer le cachet traditionnel algérien

■ Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Hacène Mermouri, a appelé à Alger, à intégrer le cachet traditionnel algérien dans la réalisation des projets touristiques et l'aménagement des hôtels pour faire connaître les spécificités culturelles et civilisationnelles de l'Algérie.

Par Salim O.

«**L**a décoration des établissements hôteliers doit refléter le cachet traditionnel algérien pour attirer les touristes et préserver notre patrimoine authentique», a déclaré le ministre à la presse en marge de l'ouverture du 12^e Salon international des équipements et services hôteliers, insistant sur l'amélioration des prestations touristiques par «la modernisation de tous les équipements hôteliers». Mettant en avant l'importance de la conclusion de conventions et de partenariats avec les établissements hôteliers et les entreprises spécialisées dans la réalisation d'équipe-



ments hôteliers, M. Mermouri a estimé que ce salon destiné aux professionnels «favorise les contacts et les échanges entre tous les acteurs concernés». Le ministre a, par ailleurs, appelé à privilégier le produit national dans l'ameublement et l'équipe-

ment des hôtels au regard de sa qualité, ajoutant qu'«il faudrait d'ailleurs songer à l'exporter». Concernant le classement des hôtels, M. Mermouri a rappelé qu'une commission nationale s'attellait au classement des nouveaux hôtels ou au reclassement des anciens en tenant compte des normes en vigueur en matière de prestations touristiques. Plus de 90 exposants algériens et étrangers participent à cette nouvelle édition du Salon international des équipements et services hôteliers qui se veut un espace de contacts et d'échanges entre professionnels du secteur, notamment en matière de décoration des établissements hôteliers et de commercialisation du produit touristique.

Selon un nouveau rapport de l'OIT

Le taux de chômage à travers le monde devrait rester à un niveau élevé

Le chômage devrait rester à un niveau élevé à travers le monde en 2018, selon un nouveau rapport de l'Organisation internationale du Travail (OIT). «Alors que l'économie mondiale se redresse, l'accroissement de la main-d'œuvre fait qu'en 2018 le chômage devrait rester au même niveau que l'année précédente», a indiqué l'Organisation des Nations Unies sur son site web citant le rapport de l'OIT. Intitulé «Emploi et questions sociales dans le monde - Tendances 2018», le rapport précise que le taux de chômage mondial se stabilise après une hausse en 2016. Il aurait atteint 5,6% en 2017, pour un nombre

total de chômeurs dépassant les 192 millions. Le rapport attribue essentiellement la tendance positive enregistrée entre 2017 et 2018 à la bonne performance des marchés du travail dans les pays développés, où le taux de chômage devrait encore reculer de 0,2 point de pourcentage en 2018 pour se limiter à 5,5%, un taux inférieur à ce qu'il était avant la crise. A l'inverse, la croissance de l'emploi ne devrait pas suffire à combler l'augmentation de la population active dans les pays émergents et les pays en développement, mais elle a toutefois progressé par rapport à 2016, souligne la même source. Le directeur

général de l'OIT, Guy Ryder a estimé à ce propos que même si le chômage s'est stabilisé à l'échelle mondiale, les déficits en matière de travail décent sont encore répandus: l'économie mondiale ne crée toujours pas suffisamment d'emplois. Des efforts supplémentaires doivent être déployés pour améliorer la qualité du travail pour celles et ceux qui ont un emploi et pour garantir que les gains de croissance sont équitablement répartis, a-t-il ajouté. Le rapport rappelle que les progrès significatifs obtenus par le passé en matière de réduction de l'emploi vulnérable se sont enrayés depuis 2012. Ce qui signifie que près

de 1,4 milliard de travailleurs occupaient un emploi vulnérable en 2017 et que 35 millions d'autres devraient les rejoindre en 2019. Dans les pays en développement, l'emploi vulnérable touche trois travailleurs sur quatre, ajoute le rapport. D'autre part, le rapport relève que la pauvreté au travail continue de reculer dans les pays émergents, où le nombre de personnes se trouvant dans l'extrême pauvreté au travail devrait atteindre 176 millions en 2018, soit 7,2% de l'ensemble des personnes employées. Dans les pays en développement toutefois, la réduction de la pauvreté au travail n'avance pas suffisamment

vite pour compenser l'expansion de la population active. Le nombre de travailleurs vivant dans l'extrême pauvreté devrait rester obstinément au-delà des 114 millions pour les années à venir, touchant 40 % de l'ensemble des travailleurs en 2018, selon M. Stefan Kühn qui est un économiste à l'OIT et principal auteur du rapport. Les auteurs du rapport soulignent également que les taux d'activité des femmes demeurent bien inférieurs à ceux de leurs homologues masculins. Les femmes sont davantage confrontées à des salaires inférieurs et à des emplois de moindre qualité.

M.F./APS

Laiterie Soummam

Investissement de 2 milliards DA dans des fermes d'élevage de vaches

La laiterie Soummam, un des plus grands producteurs des produits laitiers sur le plan national, compte investir pas moins de 2 milliards de dinars dans des fermes d'élevage de vaches laitières dans plusieurs wilayas du pays, a-t-on appris de son directeur général. Plusieurs fermes spécialisées dans l'élevage de vaches laitières seront prochainement

lancées au niveau de différentes wilayas, a indiqué Lounis Hamitouche, en marge de la troisième édition du Salon international de l'agriculture «AgoPro Expo», clôturé samedi au Centre des conventions d'Oran. Des fermes se lanceront dans l'élevage de 104 à 144 vaches au courant du premier trimestre 2018 à Batna, Constantine et Oum El

Bouaghi. Une plus grande ferme d'une capacité de 2 000 vaches sur une superficie de 423 hectares sera également lancée avant la fin du premier semestre 2018 à Hassi Lefdouh dans la wilaya de Tiaret, a-t-il annoncé, ajoutant que l'exploitation des nouvelles fermes permettra d'augmenter la capacité de 150 000 litres par jour. La laiterie, qui

est également distribué 12 000 vaches sur des agriculteurs (dans 38 wilayas), auprès desquels elle récolte le lait, est loin d'atteindre les quantités qu'il faut pour couvrir ses besoins en lait estimés à 2 millions de litres par jour, alors que sa production ne dépasse pas 500 000 l/j, a noté le même responsable. La laiterie, qui dispose déjà de quatre fermes opé-

rationnelles d'une capacité globale de production de 200 000 litres de lait par jour, compte par ailleurs investir dans l'aliment de bétail avec une unité de production fourrage dans la wilaya de Bordj Bou Arreridj, a affirmé M. Hamitouche, rappelant que deux autres unités ont été mises en place à Constantine et à Khenchla.

F.Y.

Brexit

Les Britanniques majoritairement favorables à un deuxième référendum

La majorité des Britanniques est en faveur d'un deuxième référendum sur le brexit, alors que le Royaume-Uni s'appête à négocier, en mars 2018, un accord commercial avec l'Union européenne (UE) qui prendra effet après le retrait de Londres du bloc début 2019, selon les résultats d'un sondage publiés samedi. La majorité de plus de 5000 Britanniques interrogés ont exprimé le souhait de voter sur l'accord final qui sera conclu entre leur gouvernement et l'UE, selon un sondage mené par l'institut ICM Unlimited, pour le compte du quotidien «The

Guardian». Selon la même enquête, 58% des personnes concernées par le sondage, si l'on exclut ceux qui n'ont pas donné une réponse, seraient favorables à un nouveau référendum sur le brexit. 43% des électeurs ont en outre exprimé des inquiétudes sur les effets négatifs que pourrait avoir le retrait britannique de l'UE sur l'économie de leur pays et une «petite majorité» pense d'emblée que le brexit aura un impact négatif sur «le mode de vie britannique». Selon le sondage, il y aurait plus de jeunes électeurs qui sont pour le maintien de Londres au

sein du bloc européen, alors que les personnes âgées de plus de 65 ans sont, par contre, plus déterminées que jamais à voir leur pays se retirer de l'UE. Il est tout de même souligné que les résultats d'un nouveau vote «sont difficiles à prévoir», le pays étant encore largement divisé sur la question. Le sondage, réalisé à la mi-janvier, confirme la tendance des autres sondages de ces derniers mois, qui ont tous donné les électeurs favorables au maintien britannique au sein de l'UE, légèrement en tête. Les sondages suggèrent que l'écart en faveur du rejet du brexit pour-

rait s'élargir si un nombre croissant parmi les favorables au retrait réagissait négativement à la conclusion des négociations entre Londres et l'UE. Pour rappel, 51,9% des électeurs avaient voté pour le brexit au référendum du 23 juin 2016. Le résultat du vote n'a pas mis fin aux débats et aux divisions sur la question au sein de la population et de la classe politique. Alex Turk, directeur de recherche à l'ICM Unlimited, a déclaré que le résultat d'un deuxième référendum sur le brexit serait «loin d'être une fatalité». Il a expliqué la tendance favorable au main-

tien britannique dans l'UE, en grande partie par les électeurs qui n'ont pas voté au référendum de l'été 2016, précisant que 90% parmi ceux qui ont voté ont affirmé qu'ils s'en tiendraient à leur choix précédent en cas d'un nouveau référendum. Un précédent sondage réalisé en décembre 2017 par le même institut, a conclu que 45% des électeurs voulaient que le Royaume-Uni quitte l'UE indépendamment du résultat des négociations, 32% souhaitaient un deuxième référendum et 10% étaient favorables à un vote parlementaire.

R.E.

Souk Ahras

Hausse de la surface agricole réservée aux légumes secs

■ La surface agricole réservée aux légumes secs dans la wilaya de Souk Ahras a atteint 3 000 hectares alors qu'elle ne dépassait pas les 1 100 hectares, au titre de la campagne agricole 2016-2017, a-t-on appris auprès du directeur des services agricoles.

Par Lyes B.

L'organisation des campagnes de sensibilisation sur l'importance de la résorption des terres en jachère et leur exploitation dans la culture des légumes secs, le suivi de l'itinéraire technique et la disponibilité des engrais de bonne qualité, sont les facteurs qui ont favorisé l'augmentation de cette superficie, a précisé le même responsable. Il a rappelé qu'une production de 9 000 quintaux de lentilles et de pois chiches a été réalisée dans la wilaya au cours de la récente campagne agricole, avec un rendement de 12 quintaux à l'hectare. Ces actions de sensibilisation ont été organisées par la direction de ce secteur avec la collaboration de la chambre d'agriculture (CA) et la coopérative des céréales et des légumes secs (CCLS) avec un accompagnement technique d'un établissement spécialisé dans ce domaine, a fait savoir le même responsable. La surface consacrée à cette culture, selon la même source, est répartie sur les communes de Tiffech, Merahna, Taoura, Khedara, Bir Bouhouche et Ouillen. Rappelant l'efficacité de la stratégie de sou-



tien du secteur agricole dans la wilaya, dans le cadre de la politique de résorption des terres en jachère, M. Gheraibia a affirmé que cette dernière a encouragé les agriculteurs à l'extension de la culture des lentilles, ce qui a permis l'augmentation de leurs revenus, la réduction de la facture d'importation de ce produit alimentaire et l'intégration des

terres en jachère dans le cycle productif. De son côté, le président de la chambre d'agriculture, Mohamed-Yazid Hambeli, a indiqué qu'un programme visant l'extension de la surface destinée à la production des lentilles et de pois chiches a été établi avec l'objectif d'atteindre 4 000 hectares d'ici fin 2018. L'extension des superficies des lentilles et

des pois chiches permettra à cette wilaya d'occuper les premières places dans cette filière agricole à l'échelle nationale, a considéré ce responsable qui a affirmé que la culture des légumineuses connaît un engouement de la part des agriculteurs soutenant que cette culture est rentable. Les diverses journées d'étude initiées par la direction

des services agricoles avec la coordination de la CA et de la CCLS ont permis la sensibilisation des fellahs sur la nécessité de la résorption des terres en jachère et l'extension des superficies des légumes secs, en plus des conseils prodigués s'agissant de l'importance de suivre l'itinéraire technique, a-t-on signalé. L. B./APS

Pisciculture intégrée à l'agriculture

150 jeunes en formation à El-Oued

Quelque 150 jeunes agriculteurs bénéficient d'une session de formation en pisciculture intégrée aux activités agricoles, ouverte à l'Institut spécialisé de formation professionnelle en agronomie (ISFA) de la commune de Hassani Abdelkrim, wilaya d'El-Oued. Initiée par la chambre inter-wilayas de la pêche et de l'aquaculture (CIPA-Ouargla), cette session inscrite au titre de la stratégie du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, s'assigne comme objectif la diversification des revenus vivriers des populations rurales, a indiqué le prési-

dent de la CIPA, Fewzi Habita. Le président de la chambre d'agriculture (CA) d'El-Oued, Bekkar Guemmam Hamed, a, de son côté, mis en avant l'importance et les avantages d'exploitation des bassins d'irrigation agricole dans le développement de la pisciculture, avant d'appeler à mettre au point un programme de formation des fellahs de la région à même de permettre de créer des investissements agricoles de «qualité» susceptibles de contribuer à la diversification des ressources de l'économie nationale. Le même responsable a fait part, dans le cadre de la

mise en œuvre de la convention signée entre la Chambre algérienne de la pêche et d'aquaculture (CAPA) et la Chambre nationale d'agriculture (CNA) portant exploitation de la pisciculture en milieu agricole, de la mise sur pied d'un programme de formation au profit de l'ensemble des fellahs des communes à vocation agricole d'El-Oued. Le programme projeté consiste notamment en l'animation des rencontres de proximité de formation et de vulgarisation de la pisciculture à travers les exploitations agricoles des communes, a expliqué le même responsable.

sur pied en coordination avec la chambre d'agriculture, l'université «Chahid Hamma-Lakhdar» et de l'association d'aquaculture «Aqua-Bio» d'El-Oued, cette session de formation (27-28 janvier) prévoit également un atelier dédié à la vulgarisation de la recherche scientifique, du rôle

des bureaux d'études dans l'accompagnement de l'investissement agricole et aquacole, en sus de l'organisation d'une opération d'ensemencement d'alevins et d'un banquet de dégustation des poissons d'eau douce, ont indiqué les organisateurs.

Hocine A.

Mostaganem

Production de plus de 125 000 qx de viandes blanches et rouges en 2017

UNE PRODUCTION de plus de 125 000 quintaux de viandes blanches et rouges a été réalisée dans la wilaya de Mostaganem en 2017, a-t-on appris auprès de la direction de wilaya des services agricoles. La responsable du service production et soutien technique à la DSA, Zaaf Thouria, a indiqué que la production des viandes blanches a atteint, lors de cette campagne, 72 280 qx répartis entre 68 445 qx de poulet, 3 835 qx de dinde, lors de la même période. Elle a signalé aussi la production de 52 884 qx de viandes rouges répartis entre 25 634 qx de viande bovine, 21 284 qx de viande ovine, 5 966 qx de viande caprine. La production d'œufs a atteint, dans la wilaya de Mostaganem lors de la même campagne, 230 millions d'unités, soit une hausse de 10 millions d'œufs (4,5%) par rapport à la campagne 2015-2016, a-t-on ajouté. Par ailleurs, M^{me} Zaaf a fait savoir que le cheptel a atteint, dans la wilaya de Mostaganem à la fin de la campagne écoulée, 263 420 têtes d'ovins, bovins et caprins. S'agissant de la production de viandes blanches et dérivés, elle a indiqué que les capacités de la wilaya ont atteint actuellement 4,7 millions de poulets, 9 800 dindes et plus de 1 million de poules pondeuses. La production de viandes rouges dans la wilaya de Mostaganem se stabilise à hauteur de 52 000 qx par an, alors que celle des viandes blanches enregistre une croissance annuelle de 13% en 2015 et de 20% en 2016, en dépit des difficultés rencontrées par les éleveurs à cause de la hausse du coût de la production, de la cherté du matériel et de l'aliment de volaille et des maladies. R. R.

Mila / Oued Athmania

Lancement incessamment des travaux d'un marché de gros

Les travaux de réalisation d'un marché de gros de fruits et légumes de dimension nationale dans la commune d'Oued Athmania (Mila) «seront lancés au cours de la semaine prochaine», a-t-on appris du chef de l'exécutif local, Ahmed-Zinedine Ahmouda. Ce marché de gros constitue un des huit projets programmés à l'échelle nationale, de la société de réalisation et gestion des marchés de gros, a-t-on précisé, ajoutant que ces marchés «pilotes» assurent la réception des marchandises et la

commercialisation aux normes modernes. La réalisation de ce nouveau marché de gros d'Oued Athmania a nécessité la mobilisation de 1,75 milliard de dinars, a indiqué la même source, ajoutant que cet espace commercial disposera, une fois réalisé, d'un ensemble important d'infrastructures, dont un pavillon commercial, un autre administratif, des agences bancaires et d'assurance ainsi qu'un poste de police, des dizaines de rayons commerciaux, une station multiservices, un motel notamment. Le wali a

indiqué à l'APS que toutes les mesures nécessaires ont été mobilisées pour la réalisation de cette grande infrastructure qui permettra aux commerçants d'exercer leurs activités dans les normes internationales. De son côté, un représentant de l'entreprise locale chargée de la réalisation s'est engagé à lancer le chantier du marché de gros de fruits et légumes la semaine prochaine et a assuré que «les délais impartis pour ce projet seront respectés».

T. K.



Sahara occidental

L'association des Iles Baléares dénonce l'embargo médiatique imposé par le Maroc

■ L'association des Iles Baléares, solidaire avec le peuple sahraoui, compte organiser, durant la fin de cette semaine, une table ronde dans le but de dénoncer et sensibiliser la société civile, les médias et les institutions espagnoles sur l'embargo médiatique imposé par le Maroc à propos des violations des droits humains au Sahara occidental occupé, a annoncé l'association dans un communiqué de presse.

Par Sara H.

« Notre objectif est d'informer et de dénoncer toutes les violations des droits humains, la situation des prisonniers politiques et également le pillage des ressources naturelles et tous les autres problèmes que subit le peuple sahraoui à cause de l'occupation illégale du Sahara occidental », a souligné l'association dans le communiqué. « L'expulsion des journalistes et des observateurs internationaux fait partie de la politique de blocus et de silence imposée par les autorités d'occupation marocaines afin de cacher la réalité, et ses violations systématiques des droits de l'homme de la population civile sahraouie sans défense. Cette situation d'apartheid comprend souvent, indique l'association, l'interdiction d'entrer dans les territoires occupés des médias étrangers et des délégations politiques et touche également les pages WEB de nombreuses associations pro sahraouies qui sont fréquemment bloqués ». Cette action de solidarité et de soutien au peuple sahraoui vient s'ajouter à la campagne initiée par plusieurs associations espagnoles visant à dénoncer le pillage illégal des ressources naturelles sahraouies. La campagne qui touche diverses régions espagnoles exige le respect du droit international et les décisions de justice européennes. Ces associations se disent déterminées à intensifier leurs actions, par tous les moyens disponibles (audiovisuel, réseaux sociaux, rencontres, expositions et autres). Les marques de solidarité avec le peuple sahraoui émanent également de certaines institutions espagnoles élues qui réitèrent à chaque occasion leur engagement à soutenir la cause sahraouie.

Dans ce cadre, le Conseil municipal de Bilbao vient de réaffirmer sa solidarité avec le peuple sahraoui et sa détermination à soutenir toutes les voies de la coopération et d'assistance au Sahara occidental. Le conseiller pour la coopération et l'égalité Itziar Urtsasun, a rappelé dans ce sens que « le gouvernement basque a toujours soutenu la cause sahraouie, reconnu la RASD et le Front Polisario et le droit légitime du peuple sahraoui à l'autodétermination ». De son côté, le maire de la ville d'Albacete, Manuel Serrano, vient également de réitérer l'engagement et le soutien constant à la population sahraouie, soulignant « l'étroite et cordiale relation que le Conseil municipal d'Albacete entretient avec le peuple sahraoui depuis des années ». Il a rappelé « la subvention de cinquante mille euros allouée l'année dernière pour la concrétisation du programme des vacances de paix bénéficiant aux jeunes enfants sahraouis ».

L'ACAT décerne le prix Engel-du Tertre des droits de l'homme à Naâma Asfari

L'association Action des chrétiens pour l'abolition de la torture (ACAT) a décerné, samedi à Paris, le prix Engel-du Tertre des droits de l'homme 2017 à Naâma Asfari, militant sahraoui emprisonné depuis novembre 2010, au Maroc. Le prix a été remis à son épouse Claude Mangin qui a lu de façon émouvante une lettre de Naâma, lors d'une cérémonie à laquelle ont participé plus d'une centaine de personnes. « On ne doit pas baisser les bras. La lutte continue », a déclaré le militant sahraoui qui a subi torture et exactions de la part des autorités marocaines au moment de son arrestation. Le Maroc a été condamné le 12 décembre



2016 par le Comité de l'ONU contre la torture dans le cadre de la plainte déposée par l'ACAT et le cabinet Ancile-avocats au nom du militant sahraoui Naama Asfari. La décision du Comité de l'ONU contre la torture, rappelle-t-on, a condamné le Maroc pour de multiples violations de la Convention contre la torture : torture pendant l'arrestation, l'interrogatoire et la détention du militant sahraoui Naâma Asfari, absence d'enquête sur les allégations de torture répétées, violation de l'obligation de garantir le droit de porter plainte à travers des repréailles contre la victime et l'un de ses avocats, violation de l'obligation d'indemnisation et réparation, prise en compte d'aveux signés sous la torture et mauvais traitements en déten-

tion. Pour sa part, Hélène Legeay, responsable des programmes Maghreb/Moyen-Orient de l'ACAT, a comparé la colonisation du Sahara occidental par le Maroc à celle de la Palestine par Israël. « Les prisonniers sahraouis ne sont pas des prisonniers marocains. Au-delà de la situation des Sahraouis, c'est le droit international qui est en jeu », a-t-elle soutenu, soulignant que les violations des droits humains au Sahara occidental occupé, déclaré par l'ONU en tant que territoire non autonome, sont identiques à celles perpétrées dans les territoires occupés palestiniens. « Il faudra cesser cette occupation pour faire cesser les violations des droits de l'homme en arrêtant le pillage des ressources naturelles des

Sahraouis par le Maroc et en attaquant son économie de la guerre », a-t-elle affirmé. Naâma Asfari et 24 autres militants sahraouis, accusés de « meurtres de policiers et de militaires », ont été lourdement condamnés par un tribunal marocain. Il a été élevé en 2016, rappelle-t-on, au rang de citoyen d'honneur de la mairie d'Ivry-sur-Seine (Ile-de-France, près de Paris). Pour le conseil municipal de la mairie, la question du Sahara occidental est intimement liée à la liberté et au droit, notamment celui des peuples de disposer d'eux-mêmes. Naâma Asfari est la troisième personne honorée par la mairie d'Ivry, après le Sud-Africain Nelson Mandela et le Palestinien Marouane al-Barghouti. S. H./APS

Libye

Deux femmes sont mortes et plusieurs personnes portées disparues

Deux femmes sont mortes et de nombreuses personnes sont portées disparues et « présumées noyées », ont annoncé « SOS Méditerranée » et « Médecins Sans Frontières » (MSF) qui sont parvenus à sauver 83 migrants lors d'une opération en Méditerranée. « Journée tragique en Méditerranée. L'Aquarius (bateau affrété par SOS Méditerranée) a été mobilisé pour le sauvetage d'un canot pneumatique dégonflé », a annoncé l'association de sauvetage en mer sur Twitter. « Des personnes étaient déjà dans l'eau. 83 personnes sauvées et en sécurité à bord. Deux femmes n'ont pas pu être ranimées et laissent deux enfants orphelins », ajoute la même source. MSF, partenaire de l'opération à bord

de l'Aquarius, a précisé que « de nombreuses personnes sont portées disparues et présumées noyées, parmi lesquelles des enfants ». L'équipe médicale de MSF a ranimé six enfants, trois bébés, un enfant de 4 ans et deux autres de 7 ans. « Leurs efforts ont été vains en revanche pour deux femmes qui n'ont pas survécu », rapporte SOS Méditerranée. L'association a mis en ligne, samedi sur son compte Twitter, des photos de migrants tombés à l'eau et lançant des appels à l'aide. « Le bateau a commencé à se dégonfler. Les gens ont paniqué. J'étais sur le bateau et quelqu'un m'a tiré et m'a fait tomber dans l'eau », a raconté un Camerounais à un sauveteur de l'Aquarius. Confirmant le décès de deux per-

sonnes, les gardes-côtes italiens ont recensé samedi 800 personnes sauvées en Méditerranée centrale au cours de cinq opérations distinctes. Au cours de l'une de ces opérations, il a été nécessaire de transporter en urgence sept enfants par hélicoptère vers l'hôpital de Sfax en Tunisie, ont précisé les gardes-côtes dans un communiqué. Selon le ministère italien de l'Intérieur, 2 730 migrants en provenance de Libye ont débarqué sur les côtes italiennes depuis le 1^{er} janvier. La quasi-totalité des migrants qui débarquent en Italie – ils ont été 119 000 en 2017 – passent par la Libye, mais les départs sont en baisse depuis l'été à la suite d'accords conclus par Rome avec les autorités libyennes et des milices. Amel N./Agences

Tunisie

Lancement des études géotechniques du barrage Boulaâba à Kasserine

LES ÉTUDES géotechniques pour la construction du barrage de Boulaâba, dans la délégation de Kasserine-nord, sur le bassin versant de l'oued Htab, ont démarré. Cet ouvrage devra permettre de collecter plus de 24 millions de m³ d'eau de ruissellement, provenant de cet oued, qui s'étend sur 117 ha, explique Ahmed Trabelsi, responsable au commissariat régional au développement agricole cité par l'agence TAP. D'un coût global de 45 millions de dinars, le barrage aura une capacité de stockage de 48 millions de m³. Il permettra de protéger les plaines de Sidi Boulaâba contre les inondations et les localités limitrophes d'oued Htab et de Sidi Harrath. Il fournira l'eau d'irrigation pour 2 400 ha de périmètres situés en amont et 300 ha dans la délégation de Foussana, en aval. Il permettra, en outre, d'alimenter en eau la zone industrielle de Kasserine et de fournir le stock en eau nécessaire pour lutter contre les incendies de forêt du mont Chaambi et de Semmama. R. M.



Russie

Navalny arrêté, des milliers de Russes manifestent contre Poutine

■ L'opposant numéro un au Kremlin Alexeï Navalny a été arrêté hier à Moscou par la police, alors que des milliers de personnes en Russie manifestaient à son appel pour dénoncer la «supercherie» de l'élection présidentielle du 18 mars.

Par Rosa C.

Quelques minutes à peine après avoir rejoint ses partisans sur la rue Tverskaïa, dans le centre de la capitale russe, Alexeï Navalny a été interpellé par une dizaine de policiers et emmené de force dans un fourgon aux vitres fumées, selon des images diffusées par ses partisans. «On vient de m'arrêter. Cela n'a aucune importance. Venez sur Tverskaïa. Vous n'êtes pas venus ici pour moi, mais pour vous et votre avenir», a-t-il écrit sur Twitter. «L'arrestation d'une seule personne n'a pas d'importance si nous sommes nombreux», a-t-il ajouté. A Moscou, près de 4 000 personnes, selon les estimations de l'AFP (environ 1 000 selon un communiqué de la police), étaient rassemblées au centre ville, entouré d'un dispositif policier impressionnant. Des centaines de policiers et de membres des unités anti-émeutes casqués et équipés de boucliers ordonnaient aux manifestants de se disperser. «Je suis ici pour montrer que ce n'est pas juste de ne pas laisser Navalny prendre part à l'élection», a déclaré à l'AFP Alexandra

Fedorova, 27 ans. A Saint-Pétersbourg, dans le nord-ouest, plus d'un millier de manifestants ont scandé «La Russie sans Poutine» ou encore «Un, deux, trois, Poutine, tu t'en vas», encerclés eux aussi par d'importants effectifs policiers. «Je veux du changement. Nous sommes fatigués de vivre dans ce maréage et c'est pour cela que je suis là», a expliqué à l'AFP Andreï Petrov, 20 ans, qui manifestait dans l'ancienne cité impériale. Des milliers de manifestants se sont réunis dans près de 118 villes de province, dont Nijni-Novgorod, Tcheboksari (Russie centrale), Tomsk (Sibérie) ou encore à Iakoutsk, en Extrême orient russe, malgré une température de -45°C.

Selon l'ONG russe OVD-Info, au moins 180 militants ont été arrêtés dans tout le pays au cours de ces manifestations.

La police a fait irruption hier matin à Moscou dans les locaux de campagne de l'opposant et dans ceux de son organisation «Fonds de lutte contre la corruption» (FBK), ainsi que dans certains de ses bureaux en région. Plusieurs personnes ont été arrêtées, a annoncé l'équipe de Navalny sur Twitter. A deux mois de la présidentielle du 18 mars,

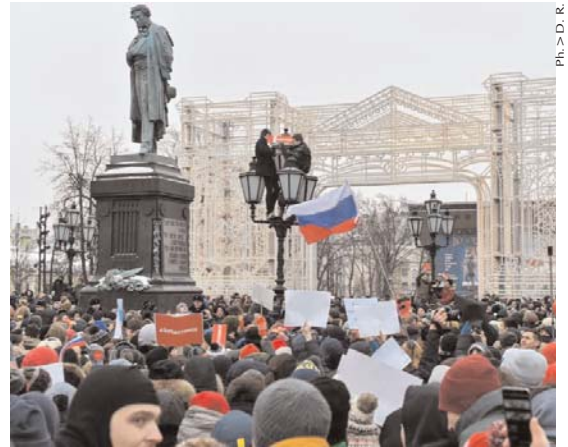
Alexeï Navalny a appelé les Russes à se réunir sous le slogan «Ce ne sont pas des élections mais une duperie», pour dénoncer un scrutin selon lui joué d'avance. «Si vous ne venez pas, vous ne vous le pardonnez pas», a déclaré le charismatique blogueur anti-corruption.

La mairie de Moscou, qui n'a pas autorisé la manifestation de hier, a prévenu qu'elle exigerait «des mesures judiciaires» contre l'opposant.

Alexeï Navalny, 41 ans, a été détenu à trois reprises en 2017 pour avoir organisé des manifestations non autorisées réunissant parfois des dizaines de milliers de participants à travers la Russie, avec à la clef plusieurs centaines d'arrestations.

«Si la manifestation n'a pas été autorisée, elle aura assurément des conséquences en termes de violation de la loi», a prévenu vendredi le porte-parole du Kremlin Dmitri Peskov.

Déclaré inéligible en raison d'une condamnation pénale qu'il estime avoir été orchestrée par le Kremlin, Alexeï Navalny ne peut pas participer au scrutin du 18 mars. Faute de pouvoir se présenter, Alexeï Navalny compte



Ph. > D. R.

peser sur le taux de participation en appelant à boycotter cette élection qu'il estime jouée d'avance. «Il n'y a actuellement pas de vraies élections et nous exigeons qu'on nous les rende», avait-il expliqué dans un entretien exclusif avec l'AFP. Le scrutin «consiste de fait à renommer Poutine». M. Poutine devrait remporter un quatrième mandat qui le maintiendrait au pouvoir jusqu'en 2024, sauf énorme surpri-

se.

Mais sa victoire pourrait être ternie par un faible taux de participation, véritable casse-tête pour le pouvoir, a dit à l'AFP Lev Goukov, directeur du centre de sondage indépendant Levada.

En novembre, 58% des Russes se disaient prêts à aller voter, contre 69% lors de l'élection présidentielle de 2012 et 75% pour celle de 2008, d'après un sondage de Levada.

Yémen

Des séparatistes s'emparent du siège du gouvernement à Aden

Des forces séparatistes se sont emparées hier du siège transitoire du gouvernement yéménite à Aden (sud), la deuxième ville du pays, après des affrontements meurtriers avec l'armée loyaliste qui compliquent encore davantage la recherche d'une solution. Le Yémen du sud était un Etat indépendant avant sa fusion avec le Nord en 1990, et le mouvement séparatiste est resté très puissant. Depuis qu'il a été chassé en 2015 de la capitale Sanaa par les rebelles Houthis soutenus par l'Iran, le gouvernement du président Abd Rabbo Mansour Hadi a pour sa part établi sa capitale «provisoire» à Aden. Mais il y est contesté depuis des mois par le mouvement sudiste. L'ancien gouverneur d'Aden, Aidarous al-Zoubaidi, limogé en avril 2017 par M. Hadi, a en effet annoncé en mai 2017 la mise en place d'un Conseil de transition du sud, placé sous sa présidence pour «diriger les provinces du sud et les représenter à l'intérieur et à l'extérieur» du pays. Et les tensions entre les deux parties se sont récemment aggravées: il y a une semaine, le Conseil de transition du sud a publié une déclaration demandant «des changements (...) dans le gouvernement» et donnant à Hadi «une semaine» pour les mettre en œuvre. Cet ultimatum, au terme duquel le Conseil avait menacé d'organiser un sit-in pour «chasser le gouver-

nement», a expiré hier matin. Malgré la présence de forces de la coalition sous commandement saoudien – qui intervient au Yémen depuis près de trois ans en soutien au gouvernement Hadi – des incidents ont éclaté lorsque des unités de l'armée loyaliste ont tenté d'empêcher des séparatistes d'entrer dans la ville, selon des sources sécuritaires. Ces combats ont fait au moins six morts et des dizaines de blessés, d'après ces mêmes sources. Des civils figurent parmi les victimes, ont précisé des sources médicales. Dans une déclaration, le Premier ministre du Yémen, Ahmed ben Dagher, a dénoncé un «coup de force» séparatiste et demandé à la coalition arabe emmenée par Ryad d'intervenir pour éviter le chaos. «Ici, à Aden, un coup de force est en cours contre l'autorité légitime», a dit M. ben Dagher. «Nous espérons et attendons que les Emirats arabes unis et tous les membres de la coalition (arabe intervenant au Yémen) s'occupent de cette crise qui se dirige vers une confrontation militaire totale. C'est la condition pour sauver la situation», a-t-il ajouté. Les Emirats, qui font effectivement partie de la coalition arabe, ont entraîné et soutiennent une force appelée «Ceinture de sécurité» dans le sud. Or, cette force soutient le Conseil de transition de M. Zoubaidi. Dans l'après-midi, des

affrontements à l'arme lourde se poursuivaient dans plusieurs quartiers d'Aden, où écoles et magasins ont fermé dès les premières heures de la matinée, selon des habitants. L'aéroport a aussi été fermé et la ville semblait totalement paralysée. Dès samedi soir, la coalition arabe avait, dans un communiqué publié à Ryad, exprimé son inquiétude et appelé au «calme» et à la «retenue». Elle avait souligné l'importance pour les différents groupes politiques yéménites de «tenir compte de leur responsabilité nationale» pour achever ensemble la «libération» du Yémen et la «défaite des miliciens Houthis iraniens». La coalition avait précisé qu'elle suivait de près la situation «dans la capitale provisoire (Aden) et le débat dans les médias à propos de demandes pour corriger certains déséquilibres» dans la politique du gouvernement Hadi, une allusion aux récentes demandes du Conseil sudiste d'Aidarous al-Zoubaidi. La coalition avait enfin appelé les parties en conflit dans le sud à adhérer au «dialogue» et à éviter la «division» qui «mine les institutions de l'Etat». Le camp rebelle, qui contrôle Sanaa et le nord du Yémen, avait lui-même connu des divisions et des affrontements en décembre lorsque les Houthis avaient tué leur allié, l'ancien président Ali Abdallah Saleh, et évincé ses forces de la capitale.



Points chauds

Suspensions

Par Fouzia Mahmoudi

Si Donald Trump a durant sa première année à la Maison-Blanche répété l'amitié qu'il avait pour Vladimir Poutine et surtout à quel point Moscou est un allié de poids de Washington, dans l'espoir de ne pas sembler désespéré de se distancer de la Russie et des accusations qui pèsent sur son équipe de campagne qui aurait bénéficié de l'aide du Kremlin pour remporter la présidentielle, son gouvernement lui n'hésite pas à critiquer les autorités russes. Car alors que Paris a lancé cette semaine une initiative internationale contre l'usage des armes chimiques visant à sanctionner ceux qui en ont fait usage dans le cadre du conflit syrien, le secrétaire d'Etat américain, Rex Tillerson, lui a directement visé Moscou par ses critiques. En effet, «il est impossible de nier que la Russie, en protégeant son allié syrien, a violé ses engagements», a lancé le secrétaire d'Etat américain, Rex Tillerson, qui a dressé un véritable réquisitoire contre le Kremlin, estimant que son incapacité à faire respecter l'accord de 2013 encadrant la destruction de l'arsenal chimique de Damas remettait en cause son rôle dans la recherche d'un règlement global du conflit. «Depuis avril 2014, il y a des preuves supplémentaires indiquant que la Syrie possède des armes chimiques illicites et continue de les utiliser contre sa propre population», a insisté le chef de la diplomatie américaine. L'attaque chimique, vraisemblablement au chlore, contre Douma, dans la banlieue proche de Damas, en début de semaine, en est une nouvelle preuve. «Quels que soient les responsables de ces attaques, la Russie sera in fine tenue responsable des victimes de la Ghouta orientale et des innombrables Syriens victimes d'attaques chimiques depuis qu'elle s'est impliquée dans le conflit syrien», a insisté le diplomate américain. Son homologue français, Jean-Yves Le Drian, n'a pas mentionné Moscou, dénonçant seulement «l'obstruction de certains pays qui instaurent une espèce d'impunité de fait». La charge de Tillerson semble ainsi être une tentative de l'administration Trump de montrer au monde que la Maison-Blanche ne compte pas retenir ses coups avec le Kremlin, et plus important, qu'elle n'a aucune raison de le faire, aucune dette à régler. Reste à savoir si la politique américaine à l'égard de la Russie réussira à calmer les suspensions et les enquêtes à ce sujet.

F. M.



Lancement prévu pour début février

Le premier album du groupe «Lemma» bientôt dans les bacs

■ Le premier album de la troupe «Lemma», dédié aux chants et musiques féminins de la Saoura, sera en vente en Algérie dès le trois février prochain, a-t-on appris auprès de l'artiste Souad Asla. Cet album qui porte le titre également de Lemma, comprend les variantes féminines des genres «Tawassoul», «Zefani», «Diwane», «Hadra» et «Haidouss», avec une instrumentation traditionnelle dont le Goumbri joué uniquement par Hasna Al Bacharia.

Par Abia Selles

«**C**et album, fruit de recherches dans le patrimoine des chants et musiques de femmes entreprises par les onze femmes de cette région du sud-ouest du pays qui composent la troupe Lemma, dont la diva du Diwane Hasna El Bacharia, est un acte artistique de sauvegarde et de pérennisation d'un important pan des traditions lyriques féminines de la Saoura, qu'a pu concrétiser cette formation artistique et culturelle», a précisé Souad Asla à la presse. «Ce premier album, qui intervient après plus de trois années d'efforts dont une résidence artistique à Taghit, est produit par l'Office national des droits d'auteur et droits voisins (Onda) qui a mis en 2017 les moyens techniques nécessaires à la disposition de Lemma pour la réalisation des différentes phases des seize morceaux de chants et musiques féminines de cette région», a-t-elle expliqué. Cet opus, qui porte le titre également de Lemma, comprend les variantes

féminines des genres «Tawassoul», un dérivé local du chant et musique Melhoun, «Zefani», chants propres aux femmes de la Saoura, «Diwane», «Hadra» et «Haidouss», des morceaux remis au goût des mélomanes avec une instrumentation traditionnelle dont le Goumbri joué uniquement par Hasna Al Bacharia, le tout servi par les artistes-femmes de cet ensemble musical dont la sublime voix de Souad Asla.

Cette artiste qui vit entre Paris (France) et l'Algérie, a été avec l'association locale féminine de revivification du style patrimonial, la cheville ouvrière de cet album dont l'enregistrement s'inscrit en droite ligne des efforts de sauvegarde du patrimoine poétique et musical de la Saoura. Les paroles des 16 chansons de cet album marquent plusieurs générations de femmes et hommes de la Saoura, avides de beaux textes mettant en valeur le vivre ensemble, l'entraide, la solidarité et l'amour de son prochain et des louanges à Dieu et à son Prophète Mohamed (QSSL). C'est également grâce à cet album que Lemma va renforcer



ses travaux de recherches sur le patrimoine musical féminin de la Saoura et contribuera à sa préservation à jamais de la déperdition, selon des chercheurs locaux dans le patrimoine culturel et des

musiciens. Ce premier album de Lemma, qui est plus que symbolique, démontre une fois encore que le travail de collecte et d'enregistrement effectué par les femmes-membres de cette trou-

pe est une preuve d'une réelle contribution des femmes à rendre durable une partie des traditions musicales du sud-ouest du pays. «Ce patrimoine poétique et musical des femmes de la Saoura qui comporte aussi d'autres expressions chantées lors de mariages et autres fêtes traditionnelles, narre toute une partie de l'histoire sociale et culturelle de cette région du pays», a indiqué l'artiste Souad Asla.

A. S.

Journée d'étude sur les publications littéraires locales à Naâma

Les participants appellent à l'encouragement à la publication

Des écrivains et poètes d'Ain Sefra (Naâma) ont mis en exergue à l'unanimité, lors d'une journée d'étude sur les publications littéraires locales, la nécessité de créer des prix littéraires pour encourager la créativité et inciter à la traduction de textes littéraires importants en plusieurs langues.

Les participants ont souligné, lors de cette rencontre organisée par la direction de la culture en collaboration avec l'association «Safia-Kettou» de création cultu-

relle d'Ain Sefra à l'occasion du 29^e anniversaire de la mort de cette écrivaine et journaliste (1944-1989), que l'encouragement de la créativité locale dans le domaine de la littérature nécessite davantage de soutien matériel et moral.

En outre, ils ont mis l'accent sur des publications abordant la vie sociale locale dans toutes ses dimensions (poésie, récit, roman, texte théâtral et autres).

L'écrivain Boudaoud Amir d'Ain Sefra a insisté sur les écrits

servant le développement et l'opinion, notamment celle abordant les technologies modernes, tout en signalant que de telles œuvres n'ont pas eu leur droit à la diffusion promotion et à la participation aux expositions et aux salons du livre.

Le poète cheikh Daïfallah a insisté sur la nécessité de véhiculer des messages et d'utiliser un langage simple, ajoutant que la traduction des publications d'écrivains locaux demeure une simple tentative. Cette rencontre

a vu la participation d'écrivains et de poètes de la wilaya qui ont présenté leurs œuvres traitant de sujets divers inspirés de la société, ses intérêts et ses préoccupations. Le moudjahid et poète Mahieddine Brizini (79 ans), le romancier Boudaoud Laaradij, Medjdoub Larbaoui, ont été honorés lors de cette rencontre commémorant la mort de l'écrivaine et journaliste Safia Kettou, qui a été marquée par des lectures poétiques et d'articles de la presse nationale de 1969 à 1973 où l'écrivaine a écrit dans plusieurs quotidiens dont *El Moudjahid*, *Horizons*, *Algérie Actualités* et l'APS.

Un café littéraire a été inauguré à cette occasion baptisé au nom de la romancière Safia Kettou à la gare de transport terrestre des voyageurs à Ain Sefra par les autorités locales, en présence d'intellectuels.

Pour rappel, la regrettée Safia Kettou, de son vrai nom Zahra Rabhi, née en 1944, est une femme de lettres et journaliste. Son premier recueil de poésie en langue française a été «*Mon amie la guitare*» qui compte 67 poèmes. Elle a aussi écrit le texte théâtral «*Asmae*» au début des années 80 en plus de poèmes jusqu'à sa mort en janvier 1989.

F. H.

M. K.

Afin d'encourager les gens à la lecture à Tiaret

Le secteur de la culture renforcé par une nouvelle bibliothèque

LE SECTEUR de la culture dans la wilaya de Taret sera renforcé par l'ouverture prochaine d'une nouvelle bibliothèque, a-t-on appris du directeur de la culture. Benali Amcha a indiqué que cette structure d'une architecture distinguée est la plus grande du genre au niveau de l'ouest algérien de par sa surface et ses édifices, signalant que les travaux de sa réalisation pour un coût de 360 millions DA ont atteint un taux d'avancement de 85 pc.

S'étendant sur une superficie de 5 980 mètres carrés, cette bibliothèque comporte des

espaces pour enfants et non-voyants, de salles de lecture, d'un auditorium, d'espaces d'internet et de spectacles, de salles polyvalentes, d'une salle de conférences d'une capacité de 250 personnes et d'ateliers, entre autres.

La nouvelle bibliothèque de trois niveaux située à hai «El mandhar el djamil» (Belle vue) et entourée de structures culturelles, éducatives et universitaires, a-t-on fait savoir, signalant que le siège de la bibliothèque principale de lecture publique de la wilaya de Taret sera reconstruit en annexe qui s'ajoute à 11

autres similaires. La bibliothèque principale de lecture publique dispose de 10 000 titres, 26 000 copies et chaque annexe compte environ 10 000 copies et recense 16 000 adhérents, selon la directrice de cet établissement culturel, Nacera Aoued, qui a indiqué que ce fonds s'est renforcé dernièrement de 38 000 copies de la bibliothèque Jacques-Berque de Frenda.

Des démarches ont été entreprises pour rattacher cette bibliothèque à la bibliothèque principale de lecture publique, a-t-elle fait savoir.

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Hôtel Sofitel (El Hamma)

Jusqu'au 6 février :

Une exposition photographique nommée «Alger, ville de tous les contrastes» est organisée depuis le 6 janvier et se poursuivra jusqu'au 6 février prochain tout en reprenant les travaux de la photographe Yasmin Lalle. L'exposition s'intéresse, comme son nom l'indique, aux différents aspects de la capitale, au travers de photographies capturant la vie quotidienne d'une ville aux multiples facettes.

Galerie Sirius (139, Boulevard Krim-Belkacem, Témely, Alger)

Jusqu'au 8 février :

Exposition de peinture et de photographies par l'artiste peintre Valentina Ghanem Pavlovskaya et la photographe Chafia Loudjici.

Salle Ibn Khaldoun

Jusqu'au premier février : Projection des films *Coco*, *Insidious*. C'est tout pour moi et *Star Wars : The Last Jedi*.



Coup-franc direct

Retenir la leçon

Par Mahfoud M.

La petite balle algérienne est passée encore une fois à côté de ses objectifs lors de cette CAN où l'équipe nationale s'est contentée d'une modeste sixième place au classement général. Pour une nation qui est réputée être parmi les grands favoris en Afrique, c'est décevant de sortir de cette manière et rater, pour la deuxième fois consécutive, la qualification au Mondial. C'était prévisible, et on ne le dira jamais assez, le bricolage est ancré dans les traditions du sport algérien qui ne se rendent pas compte qu'il faut préparer un grand tournoi continental des mois à l'avance et non la veille du dit rendez-vous. Ramenez un entraîneur à quelques encablures du début du tournoi et lancer une préparation bâclée est devenu une habitude chez nos responsables qui n'ont rien à voir avec la gestion. Pourtant, ils se devaient de retenir la leçon et penser réellement à la meilleure manière de préparer une telle compétition, sachant qu'un tel tournoi se prépare au moins une année avant. Ces responsables doivent rendre compte de ce massacre qu'ils font à la tutelle, d'autant plus que c'est la réputation de la petite balle algérienne qui est remise en cause, alors que nos voisins tunisiens prouvent que le travail paie, eux qui continuent à dominer le handball africain et approchent le niveau mondial. **M. M.**

EN de handball

Hichem reviendra lorsqu'il aura une meilleure organisation

LE DEMI-CENTRE de la sélection algérienne de handball, Hichem Daoud, a exigé une bonne gestion et plus d'organisation au niveau de l'équipe pour continuer sa carrière internationale qu'il a suspendue momentanément après la 6^e place en Coupe d'Afrique des nations 2018 (CAN-2018), samedi à Libreville (Gabon). «Mon histoire est terminée avec la sélection, ou si j'ose dire l'équipe dirigée par ces responsables. Les responsables de la fédération excellent dans la mauvaise gestion et l'humiliation des joueurs. Tu paies le billet de ta poche puis on te jette dans n'importe quel hôtel. On t'envoie au combat sans arme, alors les équipes les plus faibles nous battent», a écrit le joueur d'Istres (France) sur sa page officielle Facebook. Des joueurs comme Slaahdjij et Rahim «ont eu raison d'arrêter (avec la sélection algérienne). Merci aux responsables qui sont derrière cette situation, à commencer par monsieur Habib (Labane, le président de la Fédération algérienne de handball, nldr). (...) On en a marre d'être humiliés. L'Algérie est plus grande que vous», a-t-il ajouté. Le joueur refuse de s'étaler sur le sujet, soulignant néanmoins qu'il avait précisé dans son coup de gueule inattendu que «quand des hommes viendront avec la volonté de travailler et de développer le handball, (il) reviendra». «On n'a rien demandé, seulement qu'on nous estime à notre juste valeur et de nous laisser travailler», a conclu l'ancien joueur du HBC El-Biar et du CRB Baraki qui a attendu la dernière sortie de l'équipe en CAN-2018, où elle a terminé à la 6^e place après sa défaite devant le Gabon en match de classement (24-23) pour, visiblement, ne pas déstabiliser ses coéquipiers. Quant au chef de la délégation algérienne au Gabon, Driss Hassaoui, il estime que la sortie de Daoud a

été faite «sous l'effet de la colère du match perdu et qu'il était jeune et avait tout l'avenir devant lui». «Aussi, je vais interdire aux joueurs de faire des déclarations à la presse jusqu'à notre retour en Algérie. Là-bas, chacun sera libre. Nous, les dirigeants, on assume notre part de responsabilité, mais il faut voir dans quelles conditions on a préparé ce tournoi. On a pris nos fonctions au mois de mai, puis il y a eu le Championnat du monde des U-21 à Alger et juste après la CAN», a tenté de justifier le vice-président de la FAHB. La gestion du cas Daoud (26 ans) a fait grincer des dents dans le groupe. Blessé lors du premier match face au Cameroun, il a été remplacé dans la liste des 16 par Ayat Allah Khoumeini Hamoud pour le reste de la compétition. Toutefois, le joueur s'est rétabli avant même la fin du premier tour et s'est entraîné le plus normalement du monde avec l'équipe. Même le staff médical a affirmé que Daoud a été remis sur pied et que le dernier mot revenait aux entraîneurs. «Il nous a expliqué du côté de la délégation algérienne. Information prise, le joueur, qui n'avait pas voulu parler à la presse à ce moment-là, «a eu peur» pour sa carrière professionnelle et a refusé de prendre des risques. Une décision que certains ont tenté d'accepter alors que d'autres l'ont carrément rejetée.

LA SÉLECTION tunisienne de handball a remporté la 23^e édition de la Coupe d'Afrique de handball (CAN-2016), en battant l'Egypte sur le score de 26-24 (mi-temps :13-15), en finale disputée samedi soir à Libreville (Gabon). Le sept tunisien qui succède au palmarès de l'épreuve à

Ligue I Mobilis (18^e journée) Le MCA accroché, l'USMA surprend le DRBT

Le derby algérois qui a opposé le Mouloudia d'Alger au CR Belouizdad s'est soldé sur un score nul au stade du 5-Juillet.

Par Mahfoud M.

Le Doyen perd une chance inouïe de s'approprier seul de la deuxième place au classement après le nul concédé, la veille, par la JSS à Blida, tandis que le Chabab arrête momentanément l'hémorragie après avoir enregistré des défaites consécutives. Cette première chance n'a donc pas connu de vainqueur en attendant la deuxième qui aura lieu la semaine prochaine, pour le compte des huitièmes de finale de la Coupe d'Algérie. Les deux formations lorgnent, toutes deux, la qualification pour les quarts. De son côté, l'USM Alger



Le Mouloudia stoppé par le Chabab

s'est complétement déchaînée après la défaite face au NAHD. Les Rouge et Noir l'ont emporté face au DRB Tadjenant sur le score de (3/0), avec un doublé de Darfalou à la 26', alors que Zemmamouche a arrêté un penalty. Les Usmistes rejoignent le MCA et la JSS à la deuxième place avec 30 points dans leur escarcelle. Les poulains de Hamedi sont complètement relancés dans la course au titre, alors que le DRBT s'enfoncé encore dans le classement, ce qui a amené le président à limoger l'entraîneur, Belatoui. De son côté, l'USM El Harrach a été défaite à domicile sur le score de (3/2) par l'OM Médéa. Les Harrachis étaient pourtant les premiers à ouvrir le score à la 6^e par Benrekia, avant de se faire

rejoindre au score par l'OM avec un but d'Adelhafid (21'). Les locaux ont repris l'avantage par Mellal à la 51', mais les Médéens sont encore revenus et ont inscrit deux buts, avec un doublé de Boucherit (65' et 72'), qui ont permis aux gars du Titter de repartir avec les trois points du succès. Les banlieusards tombent de nouveau dans les travers, malgré le succès enregistré, la semaine passée, face au CRB. **M. M.**

Classement :

	Pts	J
1). CS Constantine	38	18
2). JS Saoura	30	18
-). USM Alger	30	18
-). MC Alger	30	18
5). MC Oran	29	18
6). NA Hussein-Dey	26	18
7). ES Sétif	25	18
-). Paradou AC	25	18
9). USM Bel-Abbès	20	18
-). Olympique Médéa	20	18
11). US Biskra	19	18
-). CR Belouizdad	19	18
13). DRB Tadjenanet	18	18
-). JS Kabylie	18	18
15). USM El Harrach	16	18
16). USM Blida	12	18

Résultats et classement:

USB-ESS	1-0
USMB-JSS	1-0
PAC-JSK	2-0
NA HD-MCO	1-1
USMB-CSC	1-2
DRBT-USMA	0-3
USMH-OM	2-3
MCA-CRB	0-0

Ligue 2 Mobilis (18^e journée)

Le MOB redevient leader

Le MO Béjaia, difficile vainqueur du MC El-Eulma (1-0), samedi en clôture de la 18^e journée du Championnat de Ligue 2 Mobilis de football, s'est emparé du fauteuil de leader devant d'un point son poursuivant direct, l'AS Ain-Milia. Les Crabes, en supériorité numérique après l'expulsion d'un joueur d'El Eulma à la 71^e minute, ont dû attendre les dernières minutes de la rencontre pour sceller leur victoire, en bénéficiant d'un penalty transformé par Salhi (80'). A la faveur de cette victoire, le MO Béjaia est seul leader avec 35 points, alors que le MC El-Eulma occupe conjointement avec le RC Kouba, la 13^e place avec un total de 17 points. Vendredi, l'AS Ain-Milia encore traumatisée par la défalcation de 4 points en raison de la participation du joueur Nouredine Hachem face au WA Tlemcen

(1-1) alors qu'il était suspendu, a sué sang et eau pour battre une courageuse équipe du CRB Aïn-Fekroune (3-2). Les locaux m'illis doivent une fière chandelle au buteur Debbih, auteur d'un doublé. L'autre prétendant à l'accession, la JSM Skikda, a cravaché dur pour l'emporter devant le GC Mascara. Ce dernier qui avait déjà battu l'ASAM sur son terrain, a failli refaire son coup devant la JSMS. Celle-ci, menée depuis la 15^e minute sur une réalisation de Hamiani, a attendu les derniers instants du match pour inscrire deux buts sur «penalties» (82 et 90). Auparavant, le match aura connu une interruption d'une dizaine de minutes, suite à l'envahissement du terrain occasionné par les supporters locaux. Cette victoire permet aux «V Noirs» de conserver sa place sur le podium, en espérant rester une dynamique de

victoires. La JSM Béjaia difficile vainqueur du RC Kouba (2-0) en infériorité numérique, garde ses chances intactes en se rapprochant davantage du podium, alors qu'il reste encore 12 journées à tirer. C'est le RC Relizane vainqueur de l'ASO Chlef (1-0), qui réalise la meilleure opération de la journée en étant la seule équipe victorieuse en déplacement, à l'inverse des Chéliens qui ratent une excellente aubaine de monter sur le podium, tout comme le CABB Arréridj, battu sur le fil à Saïda (1-2) A Oran, l'ASMO continue de faire du «surplace» en concédant un nul lourd de conséquences devant l'A.Boussada (0-0). Ce nul hypothèque grandement les chances des Oranais, de jouer l'accession. Enfin, le CA Batna renoue avec le succès aux dépens du WA Tlemcen (1-0).

CAN-2018 de handball (finale) La Tunisie empoche son 10^e trophée

l'Egypte, remporte ainsi son 10^e trophée après ceux de 1974, 1976, 1979, 1994, 1998, 2002, 2006, 2010 et 2012. La Tunisie reste, à cette occasion, le recordman de victoires, devant l'Algérie (7) et l'Egypte (6). La troisième place du tournoi est revenue à l'Angola qui s'est imposée en match de classement

devant le Maroc (29-26), se qualifiant ainsi pour le Mondial-2019, en Allemagne et au Danemark, en compagnie de la Tunisie et de l'Egypte. Dix nations africaines ont pris part au rendez-vous gabonais (17-27 janvier) dont l'Algérie qui réalise son plus mauvais classement (6^e) en 22 participations.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Comité d'organisation des Jeux africains de la jeunesse

Ould Ali : Le gouvernement débloque 70 millions de dollars

LE GOUVERNEMENT algérien a accordé 70 millions de dollars au Comité d'organisation des 3^es Jeux africains de la jeunesse (JAJ-2018), prévus du 19 au 28 juillet prochain en Algérie, a annoncé dimanche le ministre de la Jeunesse et des Sports, El-Hadi Ould Ali. «Répondant aux orientations du président de la République, le gouvernement algérien a accordé une enveloppe de 70 millions de dollars au Comité d'organisation des 3^es Jeux africains de la jeunesse 2018 pour la réussite de cet événement», a indiqué Ould Ali lors de son allocution à l'ouverture de la réunion de coordination des chefs de mission des délégations africaines pour les JAJ-2018 à l'hôtel Mercure à Alger. Le ministre en sa qualité de président du Comité d'organisation des 3^es Jeux africains de la jeunesse (COJAJ), a présidé cette réunion en présence des présidents de l'Association des Comités nationaux olympiques

d'Afrique (ACNOA) et de l'Union des Confédérations sportives africaines (UCSA), des chefs de mission des délégations africaines et représentants des Fédérations nationales et Confédérations sportives africaines. «Je remercie également l'Association des Comités nationaux olympiques d'Afrique (ACNOA) pour avoir accordé un montant d'un million de dollars au Comité d'organisation des JAJ-2018 d'Alger (COJAJ). Nous allons entreprendre tous les moyens et voies qui permettront de donner une réelle dimension à cet événement et offrir ainsi à l'Afrique une meilleure organisation», a dit le ministre. Ces réunions porteront sur les préparatifs des JAJ prévus en Algérie du 19 au 28 juillet ainsi que sur la finalisation du programme général des différentes compétitions, outre des questions liées au transport, à l'hébergement et aux accréditations.

Racim S.

Aéroport Abane-Ramdane

Saisie de balles de kalachnikov

LES ÉLÉMENTS de la police des frontières (PAF) de l'aéroport Abane-Ramdane de Béjaïa ont arrêté dernièrement un voyageur en possession de cartouches de kalachnikov, a-t-on appris de sources policières.

Les cartouches destinées à une arme d'assaut ont été découvertes après une fouille dans les bagages d'un homme de 46 ans en partance vers Hassi Messaoud, précise notre source.

Le mis en cause a été arrêté et transféré vers les services concernés pour le reste des procédures réglementaires, note-t-on.

Trois dealers arrêtés

Trois dealers en possession d'une quantité de drogue ont été

arrêtés dernièrement par la police judiciaire de Béjaïa a-t-on appris de la celle de communication de la sûreté de wilaya. L'arrestation a eu lieu suite à des informations parvenues à la police selon lesquelles trois suspects allaient commercialiser de la drogue.

Une descente effectuée dans des locaux en construction dans la ville ont permis à la police d'arrêter les prévenus. Ces derniers sont âgés entre 25 et 28 ans alors qu'ils étaient en possession de plus de 100 g de drogue.

Présentés devant les instances judiciaires territorialement compétentes, ils ont été placés sous mandat de dépôt, conclut le communiqué de la police.

H.C.

Logements sociaux à Souk El-Tennine

Des pré-bénéficiaires bloquent la route et le siège de l'APC

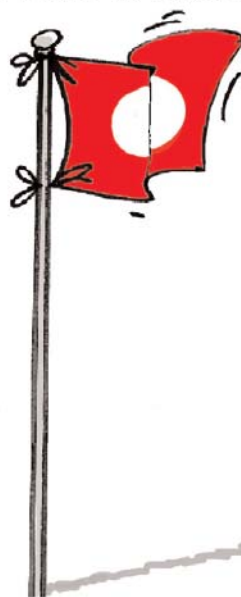
ENCORE des désagréments sur la RN 09 reliant Béjaïa à Sétif. Hier, pour la troisième fois durant ce mois-ci des pré-bénéficiaires de logements LPL de la commune de Souk El-Tennine, Est de la wilaya de Béjaïa, ont obstrué la route et le siège de l'APC. Cette énième action qui a paralysé le trafic routier en ce début de semaine a généré de grands bouchons et bloqué sur place des milliers de voyageurs qui ne savaient plus quoi faire devant ces supplices réguliers. Les demandeurs de logements sociaux réclament à nouveau l'attribution des 197 logements

et la remise des clés pour s'y abriter avec leurs familles. «Nous sommes dans l'extrême besoin et l'enquête menée pour l'étude des recours des dossiers a tardé», déclarent-ils.

«Tous les dossiers seront revus», a indiqué le chef de daïra de Souk El-Tennine la semaine de dernière sur radio Soummam.

Les mécontents dénoncent encore le retard accusé par l'administration locale pour la remise des clés, faisant part de la souffrance qu'ils endurent avec leurs familles depuis de très longues années. Pour eux, ce n'est pas

Annulation de la dot, Égalité dans l'héritage, mariage à un non musulman: Al Azhar retire la Tunisie de la liste des pays musulmans



LOUIS

Djalou@hotmail.com

Education à Béjaïa

Les associations de parents d'élèves appellent au dialogue

Après son rassemblement tenu la semaine dernière, la Fédération des associations des parents d'élèves de la wilaya de Béjaïa (FAPEWB) a décidé au terme d'une assemblée générale qui a réuni 500 parents d'élèves avant-hier au lycée El Hammadia d'organiser une marche mardi matin de la maison de la culture au siège de la wilaya afin de demander «l'arrêt immédiat de la grève».

Par Hocine Cherfa

Une grève a été entamée par le Cnapeste le 16 du mois courant suite aux ponctions sur salaires décidées par la tutelle à l'encontre des enseignants ayant observé une grève le premier trimestre. Bien qu'elle soit déclarée illégale mardi passé par le tribunal administratif, le Cnapeste poursuit sa grève et le bureau national du même syndicat appelle à une grève illimitée dès demain. «Nous avons décidé d'appeler à une marche des parents d'élèves, mardi prochain, à Béjaïa, pour interpeller les pouvoirs publics afin d'assumer leurs

responsabilités», a déclaré Djoudi Touazi. «Pour notre part, nous avons décidé d'assumer nos responsabilités car, nos enfants ont des droits et ils sont bafoués alors on a décidé de les défendre», ajoute notre interlocuteur qui dit suivre avec beaucoup d'inquiétude l'évolution de la crise qui secoue le secteur de l'éducation, appelant ensuite les deux parties à reprendre le dialogue.

«Cette action a été décidée suite à la passivité des pouvoirs publics, la surenchères et l'insouciance de certains enseignants», lit-on dans la déclaration de la fédération de wilaya des parents d'élèves, soulignant «la responsabilité de toutes les parties impliquées dans ce conflit lourd de conséquences pour nos enfants».

La FAPEWB a demandé ensuite «au wali d'intervenir et réunir toutes les parties concernées afin de mettre un terme immédiatement à cette situation chaotique», faisant part de «la colère et la consternation» exprimées par les parents d'élèves au cours des débats.

Une cellule de crise a été installée au sein du bureau de la FAPEWB pour «suivre l'évolution de la situation et rendre compte aux parents d'élèves», nous dira M. Touazi.

Par ailleurs, l'Union de wilaya des parents d'élèves de Béjaïa (UWPEB), s'est réunie égale-

ment, avant-hier, pour débattre du même conflit. Dans sa déclaration rendue publique, l'UWPEB estime que «la tutelle doit chercher les voies et moyens pour ouvrir une perspective d'avenir à nos enfants, par un dialogue responsable avec les représentants syndicaux».

Les rédacteurs de la déclaration soulignent que «cette situation qui met en danger la scolarité de nos enfants est inquiétante, elle cède la place à l'indignation».

Avertissant sur le risque de dresser «les uns contre les autres», les rédacteurs de la déclaration estiment qu'«accuser l'enseignant de preneur d'otages et l'enfant comme victime, n'est qu'un raccourci délégué afin d'éviter un débat sérieux de l'école et de sa mission».

«Cette persistance d'une grève illimitée déborde sur un autre terrain qui est d'ordre politique qui peut produire l'irréparable et dont les conséquences s'abatent sur la scolarité de nos enfants», fait-il observer. L'union des parents d'élèves appelle «toutes les forces sociales et politiques soucieuses du danger qui guette l'école, à une réunion le mardi 30 janvier 2018, à 14h, au siège de la LADDH afin de préparer une action d'envergure et d'interpeller les pouvoirs publics à prendre des mesures appropriées pour mettre fin à ce conflit».

H. C.

Hocine C.